

Compression des dépenses de l'État

Certes, le gouvernement pourra peut-être imposer des mesures d'austérité au sein du ministère de l'Expansion économique régionale. Il se trouve que, pendant un certain nombre d'années, une grande partie de ma circonscription a reçu des subventions du ministère de l'Expansion économique régionale et, maintenant, elle est en droit de recevoir les subventions qu'accorde ce même ministère dans le cadre de la loi sur les subventions au développement régional. Ce qui est amusant c'est que plus de la moitié de la quinzaine de sociétés qui ont reçu des subventions du ministère de l'Expansion économique régionale ont maintenant fait faillite. Je ne suis pas certain que les sociétés dont les résultats ont été positifs avaient réellement besoin des subventions du gouvernement, je veux parler de Union Carbide, la petite société multinationale, de Chase Nuclear, de Noranda Metals, qui sont toutes de très petites sociétés. Certaines sociétés de ma circonscription ont reçu des subventions du ministère de l'Expansion économique régionale et elles ont connu des résultats positifs mais d'autres ont fait faillite. Certes, l'investisseur n'a pas perdu sa chemise mais, quoi qu'il en soit, il n'a pas avancé d'importantes sommes d'argent une fois que le gouvernement eut accordé sa subvention.

Voilà ce qui se passe au ministère de l'Expansion économique régionale. La première subvention accordée au Nouveau-Brunswick par ce ministère a bénéficié à la société McCain dont les responsables appuyaient le premier ministre (M. Trudeau) quand celui-ci brigait le poste de chef. Je suis certain que l'on ne peut parler d'assiette au beurre dans un tel cas. Ce sont simplement mes yeux qui me trompent quand je vois que ces grosses sociétés reçoivent des fonds et je me demande bien pourquoi elles appuient toujours le parti libéral.

Peut-être faudrait-il imposer certaines restrictions au sein du ministère de l'Expansion économique régionale. Le gouvernement devrait peut-être prendre des mesures en son propre sein. Il y a maintenant 32 ministres, le nombre le plus important que nous ayons jamais connu depuis la Confédération. Le gouvernement est-il plus complexe ou a-t-il besoin d'un plus grand nombre d'idiots pour semer la pagaille comme c'est le cas à l'heure actuelle? Nombre de ces ministres ne semblent pas avoir été chargés de responsabilités particulières. Je crois savoir qu'il y a un ministre sans portefeuille dont la seule charge est d'être whip du parti; il occupait d'ailleurs déjà ce poste avant d'être nommé ministre. Je ne sais pas s'il exerce d'autres fonctions à la Chambre. Mais peut-être pensera-t-on à quelque chose prochainement. Je me demande s'il touche de doubles appointements.

Ce qu'il faut, c'est que le gouvernement fasse connaître ce qu'il a comme politique pour remplacer la loi stimulant la recherche et le développement scientifique. Il devrait faire savoir aux gens ce qui les attend, avant de détruire ce qui a existé jusqu'ici. Quand on se trouve sur une île et qu'on ne veut

[M. Dick.]

pas s'isoler, on construit un pont pour atteindre la rive devant soi avant de démolir celui qui est derrière soi.

Encore une fois, le sénateur Lamontagne affirme dans son rapport que pour conserver notre niveau de vie et pour assurer l'industrialisation nécessaire, il faut affecter des sommes importantes à la science et à la technologie. D'après l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, nous venons au dixième rang des douze pays les plus prospères recensés, pour le pourcentage du produit national brut consacré à la recherche et au développement. Les neuf pays qui nous précèdent sont les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Suède, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, le Japon et la Norvège. Nous figurons donc parmi ceux qui croient à la nécessité d'un pareil investissement. Mais, chose bizarre, beaucoup de ces pays ont un niveau de vie supérieur au nôtre.

Si je dis que nous venons au dixième rang et que nous voulons en juger, c'est à cause de la faible importance des crédits que nous cherchons à faire consacrer à la recherche et au développement. Cela m'inquiète, et je ne suis pas le seul. A preuve une lettre que j'ai reçue d'une entreprise de ma circonscription, petite société créée il y a un an par quatre personnes et qui fait maintenant travailler 19 personnes. Dans sa deuxième année complète d'exploitation, cette entreprise va, semble-t-il, avoir un capital d'un demi-million de dollars. Pour tout dire en un mot, elle a vu le jour grâce à une subvention de recherche et de développement industriels de \$19,000, et fait maintenant travailler 19 personnes au lieu de quatre. Voilà l'assistance dont nos entreprises ont besoin.

Monsieur l'Orateur, puis-je dire qu'il est 5 heures?

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

QUESTIONS À DÉBATTRE

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. En conformité des dispositions de l'article 40 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront débattues ce soir au moment de l'ajournement: l'honorable député de Halifax-East Hants (M. McCleave)—La Société centrale d'hypothèques et de logement—Le choix des services d'avocats apparemment imposé aux emprunteurs par la Société; l'honorable député de Medicine Hat (M. Hargrave)—L'agriculture—La date d'application des quotas sur les importations de bœuf—Demande de précisions; l'honorable député de Cape Breton-East Richmond (M. Hogan)—L'énergie—Les motifs du refus de subventions à l'égard du coût de l'électricité dans la région de l'Atlantique.

[Traduction]

Comme il est 5 heures, la Chambre va passer aux initiatives parlementaires figurant au *Feuilleton* d'aujourd'hui, à savoir les bills publics, les bills privés et les avis de motion.